

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 décembre 2013

CONSOMMATION - (N° 1574)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

AMENDEMENT

N° 236

présenté par

M. Abad, Mme Vautrin, M. Fasquelle, M. Dassault, M. Suguenot, M. Solère, M. Straumann, M. Gandolfi-Scheit, M. Hetzel, M. Cochet, M. Douillet, M. Berrios, M. Perrut, M. Bonnot, M. Furst, M. Dhuicq, Mme Duby-Muller, Mme Louwagie, M. Bénisti, M. Daubresse, M. Nicolin, M. Sturni, M. Voisin, M. Tardy, M. Mariani, M. Decool, M. Gérard et Mme Genevard

ARTICLE 4

Après l'alinéa 13, insérer l'alinéa suivant :

« Un décret précise les modalités et conditions d'application du présent article. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les obligations prévues aux alinéas 12 (confirmation du délai par écrit) et 13 (fourniture des pièces détachées pendant la durée visée) à l'article 4 s'appliquent à toutes les pièces détachées indispensables des biens meubles concernés pour lesquels le fabricant ou l'importateur précise la durée pendant laquelle les pièces seront disponibles sur le marché.

De plus, certaines pièces détachées doivent être disponibles en dehors de toute panne, dès lors qu'elles sont indispensables à l'utilisation normale du bien (ex. : sacs pour aspirateurs...).

A défaut de suppression de ces obligations coûteuses pour les commerçants, il est proposé de délimiter le champ d'application de ces obligations en renvoyant à un décret la détermination des familles de produits concernés.